D.168 – Séminaire financier et d’Évangélisation – Partie 5

par Guy Richer

alternatives

LA DÉMOCRATIE CONTRACTUELLE

Les citoyens veulent le pouvoir de changer les choses.

LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE

Rien, dans notre système politique actuel, n’oblige un politicien à remplir ses promesses. Un politicien peut dire n’importe quoi, avant, et faire n’importe quoi, après une élection. Ce qui a été dit n’a pas valeur de contrat. Est-ce bien ce qu’on a en tête quand on parle de démocratie : un mandat en blanc pour faire n’importe quoi ? Non, bien sûr, n’est-ce pas ? Eh bien, vous avez tort ! La réponse est « oui ». Dans une démocratie représentative, le gouvernement élu peut faire n’importe quoi.

UNE DÉMOCRATIE CONTRÔLÉE

Dans une démocratie contrôlée, les députés ne font pas ce que les électeurs voudraient qu’ils fassent, mais ce que leur parti leur dit de faire. Ce n’est pas un abus de confiance, ni de la fausse représentation, c’est la règle actuelle du jeu. Un député doit voter selon la ligne de son parti, sans quoi il en est exclu ; ce qui signifie qu’il ne sera sans doute pas réélu.

VERS LA DÉMOCRATIE CONTRACTUELLE

Dans la démocratie contractuelle, le rôle des partis, de leurs chefs et des

députés est différent. La démocratie contractuelle est un effort ultime pour redonner à la politique une image d'honnêteté, d'efficacité et de démocratie réelle. Pour ce faire il faudrait :

- que soit élu, dans chaque circonscription électorale, dès la prochaine élection générale, un député INDÉPENDANT qui ne sera au service d'aucun parti, mais qui se sera donné pour seule mission de représenter ses électeurs ;
- que ces députés indépendants, majoritaires à l'Assemblée nationale, s'engagent à voter un amendement à la loi électorale distinguant pour l'avenir, comme aux États Unis, le pouvoir législatif (les députés) du pouvoir exécutif (le gouvernement), imposant à ce dernier l'obligation stricte de réaliser le programme sur la foi duquel il aura été élu ;
- que, par la suite, l'Assemblée nationale décrète la tenue d'une élection générale pour désigner le futur Premier Ministre et son équipe (le gouvernement) au suffrage universel à deux tours comme en France ;
- que le Premier Ministre élu et son équipe gouvernent le Québec sous le contrôle vigilant de l'Assemblée nationale, laquelle pourra les révoquer s'ils ne respectent pas leurs promesses.

EN SOMME

Au lieu de voter sur des promesses qui ne seront pas tenues, nous voterons pour des partis qui prendront l'engagement contractuel d'accomplir leur programme.

Au lieu de députés qui représentent des partis, nous élirons des députés indépendants qui représenteront leurs électeurs, et dont le mandat sera de vérifier si le Premier Ministre élu et son équipe (le gouvernement) respectent bien leur programme.

REDONNONS SA CRÉDIBILITÉ A UNE DÉMOCRATIE QUI N'A PLUS LA CONFIANCE DU PEUPLE !

Voilà pour la démocratie contractuelle. Allons-y maintenant avec la seconde alternative.

Pour mieux comprendre le Crédit Social

par Alain Pilote

Imprimer de l'argent… sans limites ?

Les banquiers internationaux craignent tellement l'application du Crédit Social, qui mettrait justement fin à leur contrôle de la vie économique, qu'ils ont tout essayé pour stopper sa progression dans les esprits. Alors, une des tactiques favorites des Financiers sera de falsifier ces principes et de les présenter d'une façon absurde et ridicule dans les médias, pour empêcher que davantage de gens y adhèrent.

Voici donc un résumé du vrai Crédit Social, basé sur les deux brochures de Louis Even, ***Qu'est-ce que le vrai Crédit Social ?*** et ***Une finance saine et efficace***.

Comptabilité exacte

Tout d'abord, définissons les mots « crédit social » : au lieu d'avoir un argent créé par les banques, à intérêt, un crédit bancaire, on aurait un argent créé sans dette par la société, un crédit social. Le système du Crédit Social ne vise à rien d'autre qu'à faire de l'argent un reflet exact des réalités économiques. Il n'est donc aucunement question, dans le Crédit Social, d'émettre ou d'imprimer de l'argent n'importe comment, de façon irresponsable ou sans limites (comme se plaisent à le faire croire les Financiers), ou selon les caprices des politiciens au pouvoir. La vraie méthode proposée, la voici :

Le gouvernement nommerait une commission de comptables, un organisme indépendant appelé « Office National de Crédit », qui serait chargé d'établir une comptabilité exacte : l'argent serait émis au rythme de la production, et retiré de la circulation au rythme de la consommation. On aurait ainsi un équilibre constant entre la capacité de produire et la capacité de payer, entre les prix et le pouvoir d'achat.

Ce que les Bérets Blancs demandent, c'est que le gouvernement cesse d'emprunter

des banques privées de l’argent qu’il peut créer lui-même sans intérêt, par sa banque centrale. Même le premier gouverneur de la Banque du Canada, Graham Towers, admettait, en 1939, devant un comité de la Chambre des Communes, que cela était parfaitement faisable, lorsqu’on lui demanda pourquoi un gouvernement devrait-il payer de l’intérêt pour de l’argent qu’il peut créer lui-même sans intérêt.

Pendant la Deuxième Guerre Mondiale, la Banque du Canada a créé jusqu’à 50 % de l’argent du pays, sans inflation. Aujourd’hui, elle en crée moins de 2 %. Le reste, 98 %, est créé par les banques sous forme de prêts. Bien des gens ignorent ce fait, et ne savent pas que les banques privées, contrairement aux autres prêteurs, créent l’argent qu’elles prêtent, et qu’elles ne prêtent pas l’argent de leurs déposants.

Que l’argent soit créé par la Banque du Canada ou les banques privées, il faut bien qu’il soit créé quelque part. Il s’agit des mêmes chiffres, basés sur la même production du pays. La seule différence (et elle est de taille !), c’est que si le gouvernement emprunte de sa propre banque centrale, il n’encourt aucune dette.

100 dollars créés sans intérêt par la Banque centrale, ou 100 dollars créés avec intérêt par une banque privée : lequel des deux va créer de l’inflation ? Même un enfant de dix ans trouverait tout de suite la réponse : c’est celui qui est créé avec intérêt par la banque privée. L’inflation, c’est la hausse des prix causée par la hausse des coûts de production, et les intérêts à payer par les producteurs aux banques font partie de ces coûts.

Ce qui est tout à fait incroyable et contraire à la logique la plus élémentaire, c’est que les économistes disent que, pour arrêter l’inflation (la hausse des prix), il faut augmenter les taux d’intérêt, alors qu’au contraire, toute hausse des taux d’intérêt fait nécessairement augmenter les prix. Le système « farfelu », ce sont eux qui le préconisent, pas les créditistes de Vers Demain.

Mais le Crédit Social ne se limite pas seulement à une simple question de création d’argent. Il y a aussi le dividende, et l’escompte compensé.

Le dividende

Parce que les salaires ne suffisent pas pour acheter toute la production existante (les salaires ne forment qu’une partie des coûts de production de n’importe quel article),

l’Office National de Crédit distribuerait à chaque citoyen un dividende mensuel, une somme d’argent pour combler le pouvoir d’achat, et pour assurer à chacun une part des biens du pays. Ce dividende serait basé sur **les deux plus grands facteurs de la production moderne, l’héritage des richesses naturelles et des inventions des générations passées,** tous deux dons gratuits de Dieu, qui appartiennent donc à tous. Ceux qui seraient employés dans la production recevraient encore leur salaire, mais tous, salariés comme non-salariés, recevraient le dividende.

La formule du dividende serait infiniment préférable au bien-être social, l’assurance-chômage et autres lois actuelles de sécurité sociale, car il ne serait pas pris dans les taxes de ceux qui travaillent, mais serait financé par de l’argent nouveau, créé par l’Office National de Crédit. Personne ne se ferait donc vivre par les taxes des contribuables ; ce serait un héritage dû à tous les citoyens du pays qui sont, pour ainsi dire, tous actionnaires de la compagnie Canada Limitée.

Et, contrairement au bien-être social, ce dividende serait sans enquête, il ne pénaliserait donc pas ceux qui veulent travailler. Loin d’être une incitation à la paresse, il permettrait aux gens de s’occuper dans l’activité de leur choix, celle où ils ont des talents. D’ailleurs, si les gens arrêtaient de travailler, le dividende baisserait automatiquement, puisqu’il est basé sur la production existante. Sans ce revenu non lié à l’emploi, le progrès devient non plus un allié de l’homme, mais une malédiction, puisqu’en éliminant le besoin de labeur humain, il fait perdre aux travailleurs leur seule source de revenu.

Finance des travaux publics

Comment se ferait le financement des services et travaux publics avec un tel système d’argent social ? Chaque fois que la population désirerait un nouveau projet public, le gouvernement ne se demanderait pas : « A-t-on l’argent ? », mais : « A-t-on les matériaux, les travailleurs pour le réaliser ? » Si oui, l’Office National de Crédit créerait automatiquement l’argent nécessaire pour financer cette production nouvelle.

Supposons, par exemple, que la population désire un nouveau pont, dont la construction coûte 50 millions $. L’Office National de Crédit crée donc 50 millions $ pour financer la construction de ce pont. Et puisque tout argent nouveau doit être

retiré de la circulation lors de la consommation, ainsi l'argent créé pour la construction du pont devra être retiré de la circulation lors de la consommation de ce pont.

De quelle manière un pont peut-il être « consommé » ? Par usure ou dépréciation. Supposons que les ingénieurs qui ont construit ce pont prévoient qu'il durera 50 ans ; ce pont perdra donc un cinquantième de sa valeur à chaque année. Puisqu'il a coûté 50 millions $ à construire, il subira donc une dépréciation de 1 million $ par année. C'est donc un million de dollars qui devront être retirés de la circulation à chaque année, pendant 50 ans. Au bout de 50 ans, le pont sera complètement payé, sans un sou d'intérêt ni de dette.

Est-ce que ce retrait d'argent se fera par les taxes ? « Non, cela n'est nullement nécessaire, » dit Douglas, le concepteur du système du Crédit Social. « Il existe une autre méthode bien plus simple pour retirer cet argent de la circulation, celle de l'ajustement des prix (appelé aussi escompte compensé). »

D'ailleurs, sous un système de crédit social, les taxes diminueraient de façon drastique, et la plupart disparaîtraient tout simplement. Le juste principe à observer, c'est que les gens ne paient que pour ce qu'ils consomment. Par contre, il serait injuste de faire payer à la population de tout le pays des services qui ne sont offerts que dans une rue ou une municipalité, comme le service d'eau, d'égout ou de vidange ; ce sont ceux qui bénéficient de ces services qui auraient à payer la municipalité qui les fournit.

L'ajustement des prix

De quelle manière cet ajustement des prix fonctionnerait-il ? L'Office National de Crédit serait chargé de tenir une comptabilité exacte de l'actif et du passif de la nation, ce qui ne nécessiterait que deux colonnes : d'un côté, on inscrirait tout ce qui est produit dans le pays durant la période en question (l'actif), et de l'autre, tout ce qui est consommé (le passif). Le 1 million $ de dépréciation annuelle du pont, de l'exemple mentionné plus haut, serait donc inscrit dans la colonne « passif » ou « consommation », et ajouté à toutes les autres formes de consommation ou disparition de richesse durant l'année.

Douglas fait aussi remarquer que le vrai coût de la production, c'est la consommation. Dans l'exemple du pont, le prix comptable était de 50 millions $. Mais le prix réel du pont, c'est tout ce qu'il a fallu consommer pour le produire. S'il est impossible de déterminer pour un seul produit quel a été son prix réel, on peut, par contre, facilement savoir quel a été, durant une année, le prix réel de toute la production du pays : c'est tout ce qui a été consommé dans le pays durant la même période.

Ainsi, si les comptes nationaux du Canada montrent que, dans une année, la production privée, la production de biens consommables, a été de 500 milliards $, et que, pendant la même année, la consommation totale a été de 400 milliards $, cela veut dire que le Canada a été capable de produire pour une valeur de 500 milliards $ de produits et services, tout en ne dépensant, ou consommant, que pour une valeur de 400 milliards $. Autrement dit, cela démontre qu'il en a coûté réellement 400 milliards $ pour produire ce que la comptabilité des prix établit à 500 milliards $.

Le vrai prix de la production est donc de 400 milliards $. La population doit donc pouvoir obtenir le fruit de son travail, la production de 500 milliards $, en payant seulement 400 milliards $. Car il a été bien établi plus tôt que l'argent ne doit être retiré que selon la consommation : s'il s'est consommé pour 400 milliards $ de produits et services, on ne doit retirer de la circulation que 400 milliards $, ni plus ni moins.

Escompte sur les prix

Comment faire pour que les consommateurs canadiens puissent obtenir pour 500 milliards $ de produits et services tout en ne payant que 400 milliards $? C'est très simple, il suffit de baisser le prix de vente de tous les produits et services de 1/5, soit un escompte de 20 % : l'Office National de Crédit décrète donc un escompte de 20 % sur tous les prix de vente pendant le terme suivant. Par exemple, le client n'aura qu'à payer 400 dollars pour un article étiqueté 500 dollars.

Mais, s'il ne veut pas faire faillite, le marchand doit quand même récupérer 500 $ pour la vente de cet article, et non pas seulement 400 $, car ce prix de 500 $ inclut tous ses frais. C'est pourquoi on parle d'un escompte « compensé » : dans ce cas-ci, le marchand sera compensé par l'Office National de Crédit, qui lui enverra le 100 $

qui manque.

Pour chacune de ses ventes, le marchand n’aura qu’à présenter ses bordereaux de vente à l’Office National de Crédit, qui lui remboursera l’escompte accordé au client. Ainsi, personne n’est pénalisé : les consommateurs obtiennent les produits qui, sans cela, resteraient invendus, et les marchands récupèrent tous leurs frais.

Inflation impossible

Grâce à ce mécanisme de l’escompte sur les prix, toute inflation serait impossible : en effet, l’escompte fait baisser les prix. Et l’inflation, ce sont les prix qui montent. La meilleure manière d’empêcher les prix de monter, c’est de les faire baisser ! De plus, l’escompte sur les prix est exactement le contraire de la taxe de vente : au lieu de payer les produits plus chers par des taxes, les consommateurs les paient moins chers grâce à cet escompte. Qui pourrait s’en plaindre ?

On voit bien alors que ceux qui disent que le Crédit Social va faire de l’inflation, parlent à travers leur chapeau, car ils ignorent l’existence de l’escompte compensé. Bien sûr, s’il n’était question dans le Crédit Social que d’imprimer de l’argent et rien d’autre, les craintes de l’inflation seraient justifiées, mais justement, le Crédit Social possède une technique pour faire face à tout danger d’inflation.

Il existe trois principes de base dans le Crédit Social : 1) l’argent émis sans dette par le gouvernement, représentant de la société, selon la production, et retiré de la circulation selon la consommation ; 2) le dividende mensuel à tous les citoyens ; 3) l’escompte compensé. Les trois sont nécessaires ; c’est comme un trépied : enlevez un de ces trois principes, et le reste ne tient plus.

Toute cette technique du Crédit Social, telle qu’expliquée très brièvement, n’a qu’un but : financer la production des biens qui répondent aux besoins ; et financer la distribution de ces biens pour qu’ils atteignent les besoins. En examinant la circulation du crédit sur le schéma, on s’apercevra que l’argent ne s’accumule en aucun temps, qu’il ne fait que suivre le mouvement de la richesse, entrant en circulation au rythme de la production, et prenant la voie du retour vers sa source

(l'Office National de Crédit) au rythme de la consommation (lorsque les produits sont achetés chez le marchand). En tout temps, l'argent demeure un reflet exact de la réalité : de l'argent apparaît lorsqu'un nouveau produit apparaît, et cet argent disparaît lorsque le produit disparaît (est consommé).

Où est l'inflation là-dedans, messieurs les soi-disant instruits ?

Tout cela ouvre des horizons et possibilités insoupçonnés.

* * *

Voilà pour le crédit social. Intéressant ! Ce système serait de loin plus profitable à la masse des gens que le système bancaire actuel.

Cependant, j'ai pour opinion personnelle que, la nature humaine étant ce qu'elle est, à plus ou moins longue échéance, les politiques préférentielles et la corruption viendraient inévitablement pourrir ces bonnes intentions pour nous ramener à une position semblable à l'actuelle. Ne dit-on pas : ***« là où il y a des hommes, il y a de l'hommerie »*** ?

CONCLUSION de la Première Partie

Pour en venir maintenant à certaines conclusions sur tout ce que nous avons vu jusqu'à présent dans cette première partie, nous constatons qu'il y a une collusion entre les banques et les politiciens pour soumettre le pays, par ce chantage, à un changement irréversible vers le globalisme.

L'économiste américain Henry Pasquet, questionné en rapport avec le remboursement de la dette des États-Unis a déclaré : *« Non, pas quand vous ajoutez 1 milliard de dollars par jour. On ne peut plus continuer ! Nous avions une dette de moins d'un trillion de dollars en 1980. Maintenant elle est à 5 trillions ! C'est 5 fois plus en 15 ans ! Il n'est pas nécessaire d'être un génie pour comprendre que cela ne peut continuer ! »*

Il déclara aussi, concernant les propriétaires de la FED : « *C'est parfaitement exact,*

la Réserve Fédérale est une banque privée, une corporation à profit qui n'a aucune réserve pour supporter notre argent courant. »

Larry Bates fut 11 ans président d'une banque, membre du *Tennessee House of Representatives*, il fut aussi président du comité sur les banques et commerces ainsi qu'ex-professeur d'économie et auteur d'un best-seller appelé ***Le nouveau désordre économique***.

Il a dit : « *Je peux vous dire maintenant qu'il va y avoir un crash dont les proportions seront sans précédent. Un crash comme il ne s'en est jamais vu dans le pays. Le premier choc, c'est que plus de gens sont sur le point de perdre plus d'argent que jamais dans l'histoire, et le second choc, c'est l'incroyable quantité d'argent qui tombera dans les mains d'un nombre restreint d'individus. Voyez-vous, en période de crise économique, la richesse n'est pas détruite, mais plutôt* ***transférée****. »*

Et lui aussi, à propos de la FED : « *La Banque Fédérale de Réserve, même si elle ne fait pas partie du gouvernement fédéral, est vraiment plus puissante que le gouvernement fédéral. Elle est plus puissante que le président, le congrès ou les cours judiciaires.*

« Plusieurs me défient à ce propos.

« Mais laissez-moi vous le prouver.

« La FED détermine les coûts moyens des paiements d'autos, de résidences, s'il y aura ou non du travail ! Je vous déclare qu'il s'agit d'un contrôle total ! La FED est la plus grande source de crédit du gouvernement des États-Unis.

« Qu'est-ce qu'un proverbe nous dit ? "Celui qui emprunte est l'esclave de celui qui prête" *(Proverbes 22:7). ! »*

Les anciens présidents américains, Lincoln, Jackson et Kennedy, ont tous trois procédé en vue de redonner le contrôle et la gérance de l'argent au gouvernement et ont aussitôt été assassinés !

La preuve est établie que les présidents Lincoln et Kennedy ont été assassinés par les Jésuites (voir l'***Autobiographie*** de Charles Chiniquy et ***Les Assassins du Vatican***, d'Eric Jon Phelps) pour diverses raisons, dont leur tentative de redonner au gouvernement le pouvoir de fabriquer sa monnaie. Qui niera le lien étroit existant entre les Jésuites et le système bancaire mondial ?

La famille Rothschild devint extrêmement riche par la pratique des réserves bancaires fractionnelles.

En 1850, elle était plus riche que tous les rois d'Europe réunis.

Les Rothschild sont les banquiers des Jésuites. Le Général Jésuite, soit le « pape noir » qui siège au Vatican, leur apprirent que les guerres était un moyen d'acquérir des richesses colossales, ils eurent donc à **créer des guerres.**

Vous en apprendrez beaucoup sur la Société des Jésuites dans la deuxième partie de ce séminaire. Vous verrez que les Jésuites et les Juifs sionistes sont inextricablement reliés et qu'ils sont au sommet de la pyramide du pouvoir mondial. Ils planifièrent :

— La Révolution française de 1789.

— La guerre de Sécession de 1861-65. (La Banque de Londres finançait les Nordistes, tandis que la Banque de Paris finançait les Sudistes. À noter que ces deux banques appartiennent à la famille Rothschild !)

— La Révolution bolchevique de 1917.

Ils instiguèrent, grâce à leurs agents spéciaux :

— La Première Guerre Mondiale par la mise à mort de l’archiduc François Ferdinand d’Autriche.

— La Deuxième Guerre Mondiale en payant un homme du nom de…

…Adolf Hitler !

— Pour bientôt, ils préparent la Troisième Guerre Mondiale.

La guerre est payante, **extrêmement payante !**

Les gouvernements empruntent aux banques pour payer les armements, les habits, les logements et tout ce qui est nécessaire à la guerre.

Il s’agit toujours de la manipulation du système monétaire d’une nation. Nous verrons de plus près cette collaboration étroite qu’il y a entre certaines familles et les sociétés secrètes dans la suite de ce séminaire.

« Laissez-moi émettre l'argent d'une nation et son contrôle et je me moque de quiconque fait ses lois…! »

Nathan Mayer de Rothschild

« Tout l'empire Rockefeller fut financé par les Rothschild. Aujourd'hui, les Rothschild sont propriétaires d'environ 53 % de la Banque Fédérale de Réserve des États-Unis. »

Eustache Mullins

« Il y a un seul pouvoir en Europe, et c'est celui des Rothschild ! »

Commentateur français du 19e siècle

« L'argent est le dieu de notre temps… et Rothschild est son prophète ! »

Heinrich Heine, poète

« Les banques peuvent créer l'argent ! Et celui qui contrôle le crédit d'une nation dirige aussi les politiques des gouvernements et tient dans le creux de ses mains la destinée des peuples. »

Réginald McKenna

(chancelier britannique)

Communiqué reçu de la maison d’investissement Rothschild, d’Angleterre, à une firme associée de New York :

« Les quelques-uns qui comprennent le système seront si intéressés, soit par ses profits, soit par ses faveurs, qu’ils ne nous apporteront aucune opposition. Alors que la grande majorité du peuple, mentalement incapable de comprendre, en portera le fardeau sans se plaindre. »

« Nous sommes sur le point d'une transformation globale. Tout ce dont nous avons besoin est une vraie crise majeure et la nation acceptera le NOUVEL ORDRE MONDIAL. »

David Rockefeller

(industriel américain et ancien vice-président des Etats-Unis)

« La Troisième Guerre Mondiale est déjà commencée. C'est une guerre silencieuse, mais pas moins sinistre pour autant. Cette guerre sert à abattre le Brésil, l'Amérique latine et pratiquement tout le Tiers-monde. Au lieu des soldats qui meurent, ce sont des enfants. C'est une guerre sur la dette du Tiers-monde, une guerre dont l'arme principale est l'intérêt sur l'argent ! Une arme plus mortelle que la bombe atomique, plus destructrice qu'un rayon laser. »

Prééminent politicien brésilien